



Conférence de presse du 01 mars 2024

Transition au Gabon: Observations et perspectives après 6 mois?

De l'ordre Ancien à l'ordre nouveau, rééquilibrer LA VIS D'AJUSTEMENT.

Animée par: **Geoffroy FOUMBOULA LIBEKA MAKOSSO**
Acteur Civique Membre du COPIL CITOYEN
Député de la Transition

Introduction.....P1

CONTEXTE

Contexte Historique.....P4

Contexte Juridique.....P5

Contexte Stratégique.....P6

Contexte Républicain.....P7

Contexte Idéologique.....P8

Analyse 1: Transition au Gabon

Méthodologie d'analyse.....P10

Rappel des objectifs prioritaires de la Transition.....P11

Quelques faits marquants.....P12

Représentativité des collectivités locales en période de Transition.....P13

Représentativité des Forces Vives de la Nation en Transition.....P14

Analyse 2: Analyse comparative Transition en Afrique

Présentation des systèmes de Transition en Afrique.....P18

Pouvoirs Législatifs en pays en Transition.....P19

Gouvernements en pays en Transition.....P20

Organisation de la Gouvernance en pays en Transition.....P21

Représentativité des Forces Vives de la Nation en Transition.....P14

Perspectives.....P24

Conclusion.....P25

SOMMAIRE

RAPPEL DU CONTEXTE DU DEPUTE DE LA TRANSITION	OUI	NON
1) Voter des lois	✓	
2) Consentir l'impôt	✓	
3) Contrôler l'action de l'Exécutif (Gouvernement + Président + Administration...)	✓	
4) Défendre le Gouvernement		✓
5) Être solidaire au Gouvernement et/ou à l'Exécutif		✓
6) Être complémentaire au Gouvernement et/ou à l'Exécutif	✓	
7) Rendre compte aux populations	✓	
8) Interpeller le Gouvernement	✓	
9) Initier des enquêtes	✓	
10) Engager des poursuites judiciaires contre les auteurs des détournements, etc...		✓
11) Continuer à mener leurs activités Politiques, Civiques, Associatives, etc...	✓	
12) Continuer à mener leurs activités Commerciales, Professionnelles, etc... percevoir d'autres rémunérations		✓
13) Le Travail du Député nommé en Transition est-il plus lourd que celui d'un Député en Législature normale	✓	
14) Le Député de la Transition bénéficie t-il du même traitement que le Député normal (personnel d'appui,etc...)		✓
15) Le Député ne doit-il vivre uniquement de ce qu'il perçoit de l'Assemblée de Transition	✓	

- ❑ 6 mois aujourd'hui, soit ¼ ou 25% du temps annoncé de la Transition consommé;
- ❑ 4 mois après le lancement des activités des principales Institutions de la Transition;
- ❑ ***Coup d'Etat justifié par les Elections tronquées répétitives entraînant souvent des bains de sang;***
- ❑ Appel à toutes les compétences Militaires, Politiques et Société Civile pour travailler au succès de la Transition;
- ❑ Objectifs prioritaires de la Transition orientés vers la Restauration des Institutions et le transfert du Pouvoir aux Civils;
- ❑ ***Président de la Transition Militaires désigné par les Militaires du CTRI pour assurer la Transition;***
- ❑ Suspension de l'ordre Constitutionnel et mise en place des Organes de la Transition pour assurer le fonctionnement de l'Etat;
- ❑ Organisation prochaine d'un Dialogue pour définir la durée de la Transition, l'orientation de la future République et définir les Instruments définitifs de la Transition.



CONTEXTE

“Reconnaissant que *les crises politiques et sociales, les détournements de fonds publics qui ont affligé la République du Gabon avant et après le changement de la Constitution, de la loi électorale et des résultats tronqués de l’élection présidentielle de 2023* pour favoriser un troisième mandat du Président Ali BONGO ONDIMBA, ont fissuré l’unité nationale, décrédibilisé les Institutions et ralenti le développement du pays.” **(alinéa 7, préambule Charte de la Transition).**

Libellé	OUI	NON
1) Avec 40.000 Milliards de budget en 14 ans, le système déchu manquait-il des moyens pour le Gabon?		✓
2) Ayant autant d'experts, diplômés... le système déchu manquait-il de compétences pour développer le Gabon?		✓
3) Avec le PSGE, P.R.E 1, P.R.E 2 et P.A.T, peut-on dire que le système déchu manquait d'ambitions?		✓
4) Le système déchu était-il soutenu par des centaines de partis politiques et associations?	✓	
5) Ayant l'argent, des programmes (PSGE, PRE1, PRE2 et PAT), des experts, diplômés, Hauts Cadres, etc...peut-on dire que le système était plus dirigé par des carriéristes, opportunistes que des patriotes?	✓	
6) Les véritables Maitres du système déchu BONGO-PDG ont-ils été un jour inquiétés par la Justice?		✓
7) Les concours d'entrée à la Fonction Publique étaient-ils décriés pour non transparence sous ce système?	✓	
8) Sous le système déchu, la justice était-elle plus utilisée pour les règlements des comptes?	✓	
9) Les Membres du système déchu BONGO-PDG déclaraient-ils fidélité éternelle au Patron du système?	✓	
10) Les Membres du système déchu BONGO-PDG ont-ils reconnu leurs responsabilités?		✓
11) Les Membres du système déchu BONGO-PDG rejettent-ils toute la responsabilité au Président déchu?	✓	
12) Les auteurs des élections tronquées ont-ils déjà été inquiétés par la Justice sous le système déchu?		✓
13) Les membres du système déchu interpellaient-ils majoritairement le responsable dudit système?		✓
14) Le Parlement sous ce système avait-il déjà rejeté une mesure impopulaire dudit système?		✓
15) Y'a t-il eu des Dialogues et autres concertations nationales sous l'ancien système?	✓	

ORGANES DE GOUVERNANCE

AVANT LE 04 SEPTEMBRE 2023

Le Comité pour la Transition et la
Restauration des Institutions
(CTRI)



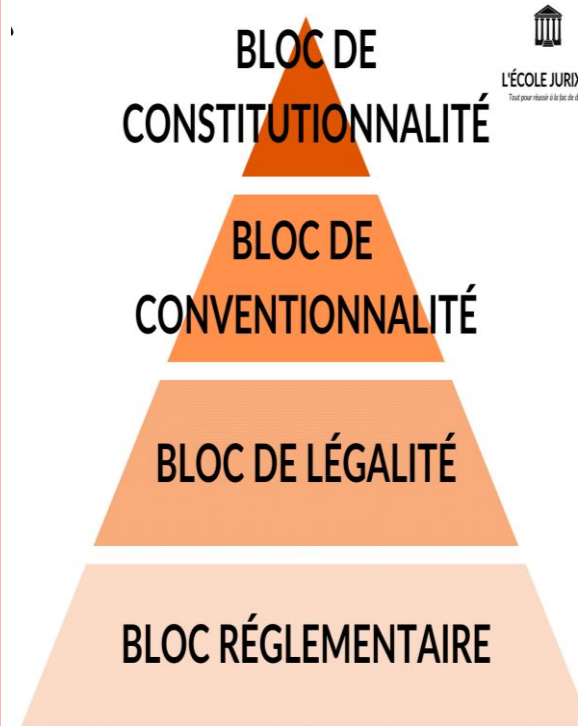
APRES LE 04 SEPTEMBRE 2023

- Le Président de la Transition;
- Le Conseil National de la Transition;
- Le Gouvernement de la Transition;
- Le Parlement de la Transition;
- La Cour Constitutionnelle de la Transition;
- Le Conseil Economique Social et Environnemental de la Transition.

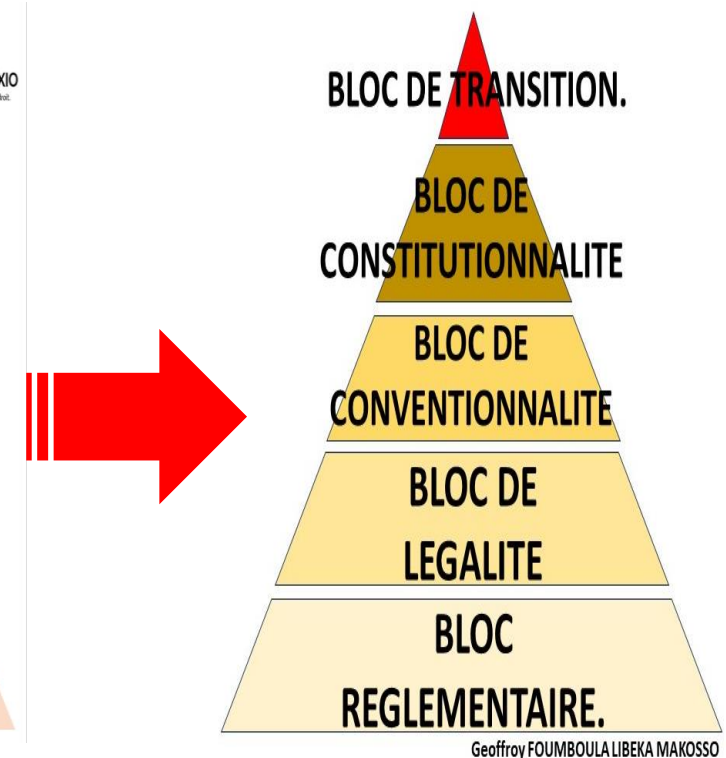
Avant la Publication de la Charte de la Transition, le CTRI était composé uniquement des Militaires. Après la Publication de la Charte, le CTRI s'est décomposé en plusieurs organes de la Transition dont le CNT qui regroupe les Militaires appartenant au CTRI. Nécessaire d'adapter la Charte à cette nouvelle réalité.

HIERARCHIE DES NORMES EN TRANSITION

AVANT LE 30 AOUT 2023



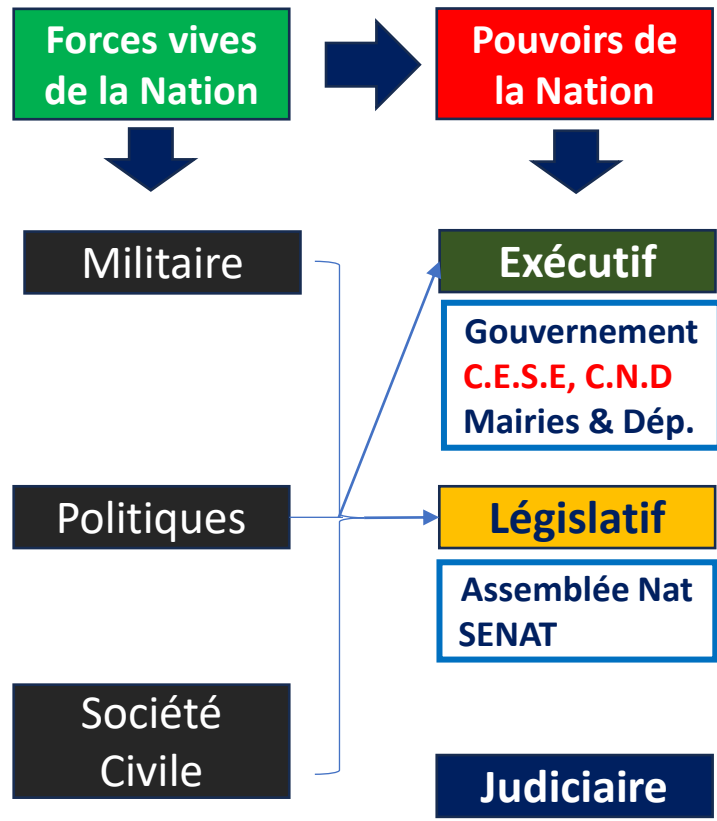
APRES LE 04 SEPTEMBRE 2023



Le Coup d'Etat du 30 août 2023 a mis fin à l'ordre Constitutionnel pour instaurer l'ordre exceptionnel de la Transition. Dans cet ordre, les communiqués du CTRI à travers lesquels les Institutions Constitutionnelles ont été dissoutes ont valeurs de textes « législatifs » dans ce contexte. Aussi, une Charte a été adoptée positionnant cette dernière au dessus de la Constitution du 26 mars 1991 d'où cette hiérarchie de normes en période de Transition.

CONTEXTE JURIDIQUE

Organisation des Pouvoirs



L'organisation du Pouvoir consiste à répartir les différentes composantes des forces vives de la Nation dans les différents Pouvoirs afin de garantir l'inclusion gage du succès de la Transition.

Missions de chaque Pouvoir

Libellé	Exécutif	Législatif	Judiciaire
Initier le vote d'une loi, d'un impôt	✓	✓	
Voter les lois, consentir l'impôt		✓	
Veiller au respect de la loi			✓
Contrôler l'action de l'Exécutif		✓	
Concevoir et Exécuter la feuille de route la Transition	✓		
Contrôler l'exécution de la feuille de route la Transition		✓	
Nominations aux fonctions civiles et militaires	✓		
Veiller à l'indépendance de l'exercice des fonctions		✓	✓
Accorder l'usage de l'argent public pour gérer le pays		✓	
Décaisser l'argent public pour gérer le pays	✓		
Contrôler l'utilisation de l'argent public		✓	✓
Rendre compte au peuple de la gestion du pays	✓	✓	
Engager des poursuites contre les détourneurs de fonds	✓		✓

Constat est que la population rejette généralement toutes les actions du pays, bonnes mais surtout mauvaise sur uniquement l'Exécutif. La Transition doit également consister à apprécier chaque action selon la nature de chaque Pouvoir afin d'avoir un résonnement objectif et non émotif;

CONTEXTE STRATEGIQUE

Libellé	Militaire	Politique	Société Civile
1) Soutenir ou combattre le Camp au Pouvoir		✓	
2) Dénoncer les travers de chaque camp et proposer des solutions			✓
3) Obéir aux ordres du Camp au Pouvoir ou désobéir par coup d'Etat	✓		
4) Respecter la Démocratie et les Droits de l'Homme	✓	✓	✓
5) Participer à la gestion du pays et promouvoir la Transparence	✓	✓	✓
6) Veiller à une participation inclusive des forces vives en Transition	✓		
7) Alerter les acteurs sur les aspects menaçants la Transition		✓	✓
8) Œuvrer au respect des dispositions de la Charte	✓	✓	✓
9) Animation des activités politiques ou citoyennes		✓	✓

Chaque nation est dirigée par ses Forces Vives de façon conventionnelle. Chacune d'elle joue un rôle particulier dans la Nation encore plus en période de Transition. Le rôle du Militaire (FDS) n'est nullement le même que celui du Politique (membre d'un parti politique) ou de la Société Civile (organisation regroupant ceux n'étant ni militaire, ni politique).

CONTEXTE REPUBLICAIN

Comparaison d'idéologie entre l'ancien système et la Transition	Ancien système		En Transition	
	OUI	NON	OUI	NON
1) Avoir un Président de la famille BONGO	✓		⊗	
2) Être au service du Président	✓		✓	
3) Être plus au service de l'Etat que de son organisation ou du Président		⊗		⊗
4) Chanter les louanges du Président et à la limite le diviniser	✓		✓	
5) Appeler sans cesse le Président à être candidat	✓		✓	
6) Maintenir la Gouvernance par affinité	✓		✓	
7) Mettre fin au système BONGO-PDG ayant détruit le Gabon		⊗		⊗
8) Réprimander et poursuivre tous les détourneurs de fonds et leurs complices		⊗		⊗
9) Engager des poursuites contre les auteurs et complices des élections tronquées		⊗		⊗
10) Avoir majoritairement ceux du système BONGO-PDG dans la Gouvernance	✓		✓	
11) Promouvoir la liberté d'expression et le langage franc envers les autorités		⊗	✓	
12) Amorcer la régularisation des situations socio-économiques urgentes		⊗	✓	
13) Amorcer la réappropriation de nos secteurs de souverainetés		⊗	✓	
14) Ressentir l'influence des lobbies sur la Gouvernance du pays	✓		✓	
15) Transparence sur les processus de recrutement à la Fonction Publique		⊗		⊗

En dehors d'avoir un Président autre qu'un BONGO, de la promotion de la liberté d'expression, la régulation des urgences socio-économiques, la réappropriation des secteurs de souveraineté, l'idéologie en Transition demeure à ce jour la même que sous l'ancien système. Culte de la personnalité et promotion des intérêts personnels.

ANALYSE 1

TRANSITION AU GABON

“Les *missions de la Transition* consacrées par la présente Charte sont notamment : *La refondation de l’Etat afin de bâtir des Institutions fortes, crédibles et légitimes garantissant un Etat de droit*, un processus démocratique transparent et inclusif, apaisé et durable, seules garanties pour un développement véritable du Gabon (...).” (alinéa 1, article 2 de la Charte de la Transition).

- ❑ Analyse de plus de 30 articles de presse sur la composition des organes de Transition des 5 autres pays en transition en Afrique (Mali, Guinée, Niger, Burkina-Faso et Tchad) et analyse des Chartes de la Transition desdits pays excepté le Niger et le Tchad;
- ❑ Analyse de la Charte de Transition du Gabon et de certains communiqués de Conseil de Ministres du Gabon;
- ❑ Analyse des données des vidéos de nominations des membres des délégations spéciales du Gabon.

**METHODOLOGIE**

- 1) Mettre fin à un *processus électoral pipé*, dont les conditions du déroulement ne permettaient pas l'expression démocratique;
- 2) **Remercier le peuple** qui de manière *spontanée* a adhéré à cet acte patriotique;
- 3) Adopter par référendum une nouvelle *Constitution ainsi qu'un code électoral et un code pénal fiable*, qui garantit à tous les mêmes chances;
- 4) Avoir des *Institutions fortes, crédibles, une gouvernance assainie*, plus en phase avec les normes internationales en matière de *respect des droits humains des libertés fondamentales*, de la démocratie, de l'Etat de droit;
- 5) La *politique et l'administration dans un pays, sont des domaines de souveraineté nationale*, le dire n'est nullement de la xénophobie.
- 6) **Remettre le pouvoir aux civils** en organisant de nouvelles élections libres, transparentes et crédibles dans la paix.

Extrait discours prestation de serment du Président de la Transition



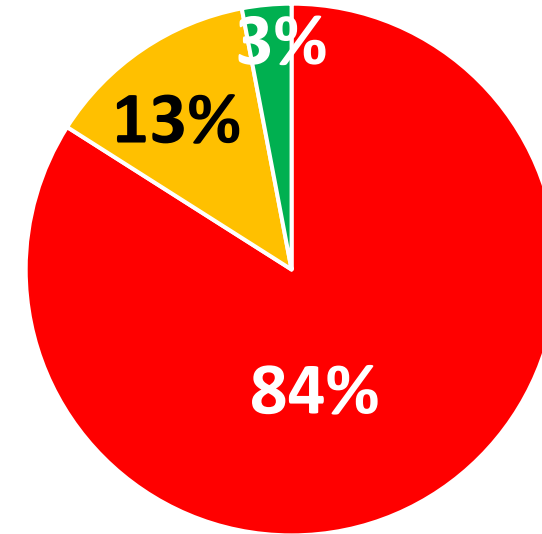
Lors du Coup d'Etat du 30 août 2023 ayant mis fin à une série de processus électoraux pipés marquée par une la Faiblesse des Institutions, décrédibilisation et mal gouvernance, etc...les premiers à saluer publiquement ce coup d'Etat furent les populations, les Leaders de la Société Civile, puis quelques jours plus tard les politiques et enfin le PDG, parti au Pouvoir qui se résigna à reconnaître le Coup d'Etat, coup de salut. Malheureusement ceux ayant été les derniers à saluer le coup d'Etat après avoir détruit le pays sont ceux qui majoritaires dans les organes de la Transition.

Auteurs directs de certains actes en Transition	Président	Présidence	SGG	GVT	Parlement
Initiateur de la Proposition de modification de la Charte avec ajout de Président de la République, etc...					✓
Initiateur du Projet de modification de la Charte avec retrait de ministre de la Défense et de l'Intérieur au Président de la République				✓	
Initiateur de la modification de la Charte attribuant les pouvoirs de modification aux Bureaux du Parlement et non au Parlement		✓			
Nominations en Conseil des Ministres non conformes aux textes		✓	✓	✓	
Validation des nominations en Conseil des Ministres	✓				
Publication des textes au Journal Officiel		✓	✓		
Choix contesté des Délégués spéciaux		✓			
Voter les lois et ratifier les ordonnances en toute indépendance					✓
Rejet de plus de 95% des propositions de la Société Civiles dans les organes de Transition		✓			

Le Président qui est l'Institution se distingue de la Présidence qui est l'administration préparant les documents devant être signé par le Président. Le Secrétariat Général du Gouvernement (SGG), le Gouvernement (GVT) et le Parlement ont chacun leur rôle à jouer. Ainsi, il faut que le citoyen apprenne à interpeller chacun selon son niveau de responsabilité dans la hiérarchie de décision. Ainsi, l'opinion et la presse ont par exemple accusé le Président de la Transition d'avoir modifié la Charte pour rajouter le titre de Président de la République alors qu'en réalité c'est le Parlement qui a proposé et voté ce rajout de Président de la République.

Représentativité dans les collectivités locales

Libellé	TOTAL	Politiques	Militaires	Société Civile
Estuaire	66	54	11	01
Haut-Ogooué	74	58	08	08
Moyen-Ogooué	18	14	04	00
Ngounié	53	50	03	00
Nyanga	37	31	06	00
Ogooué-Ivindo	30	25	05	00
Ogooué-Lolo	En attente de nomination			
Ogooué-Maritime	En attente de nomination			
Woleu-Ntem	En attente de nomination			
TOTAL	278	232 (84%)	37 (13%)	09 (03%)



■ Politiques ■ Militaires ■ Société Civile

Les collectivités locales délivrent les pièces d'Etat civil, élément capital pour rendre fiable un fichier électoral et lutter contre l'attribution souvent non conforme de la Nationalité et décrié tout au long des décennies de gestion de nos collectivités par les Maires majoritairement membres du système BONGO-PDG. **Pour la période de Transition et restaurer l'ETAT CIVIL DU GABON, les autorités de Transition ont choisi de confier la gestion des collectivités aux Politiques et majoritairement aux PDGistes. Ainsi, en Transition la coloration des Collectivités Locales n'a pas tant changée avec celle du système déchu. Aussi, la Société Civile ne représente que 03% des collectivités locales, 13% de Militaires (dont certains en retraite et membres de partis politiques et 84% des politiques issus des mouvements et associations politiques.**

Représentativité des forces vives dans les organes délibérants

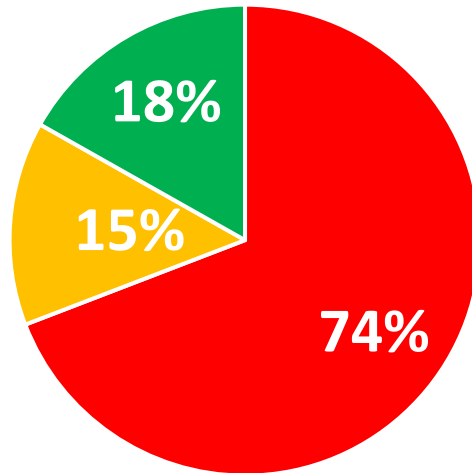
LIBELLÉ	TOTAL	POLITIQUES	MILITAIRES	SOCIÉTÉ CIVILE
Gouvernement du 09 septembre 2023	26	17 (65%)	03 (12%)	06 (23%)
Assemblée Nationale de la Transition	98	82 (84%)	06 (06%)	10 (10%)
SENAT de la Transition	70	37 (53%)	06 (09%)	27 (38%)
Collectivités locales de la Transition	278	232 (84%)	37 (13%)	09 (03%)
TOTAL DES ACTEURS DES ORGANES DELIBERANTS	472	370 (78%)	52 (11%)	52 (11%)

Sur 472 membres des forces vives de la Nation en période de Transition (Militaires, Politiques et Société Civile), les organes délibérants de la Transition sont occupés à 78% par les politiques (majoritairement ceux du système BONGO-PDG déchu). Du Gouvernement aux collectivités locales, alors qu'on s'attendait à une rupture significative avec le système déchu, la réalité est que la Gouvernance du Gabon en période de Transition sera majoritairement portée par le système déchu car étant majoritaire au Gouvernement, au Parlement et dans les Collectivités locales. Une situation qui rendra difficile des actions judiciaires contre certains présumés auteurs et complices de la destruction de notre pays, certains acteurs étant désormais couverts par leur statut en période de Transition. Ceux qui étaient majoritaires dans la Gouvernance du Gabon avant le Coup d'Etat, reprennent la gestion majoritaire du Pouvoir qui leur avait été arraché par Coup d'Etat. Le système semble se régénérer de façon prompte et la majorité des gabonais notamment ceux réunis au sein de la Société Civile s'interrogent.

Représentativité des forces vives dans les organes délibérants

Gouvernement + Parlement

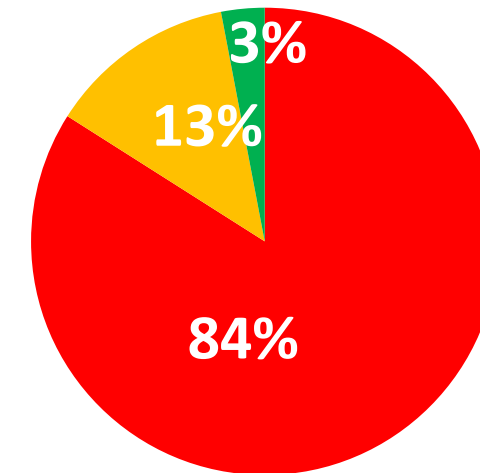
POUVOIR CENTRAL



■ POLITIQUE ■ MILITAIRE ■ Société Civile

Mairies + Conseils Départementaux

POUVOIR DECENTRALISE

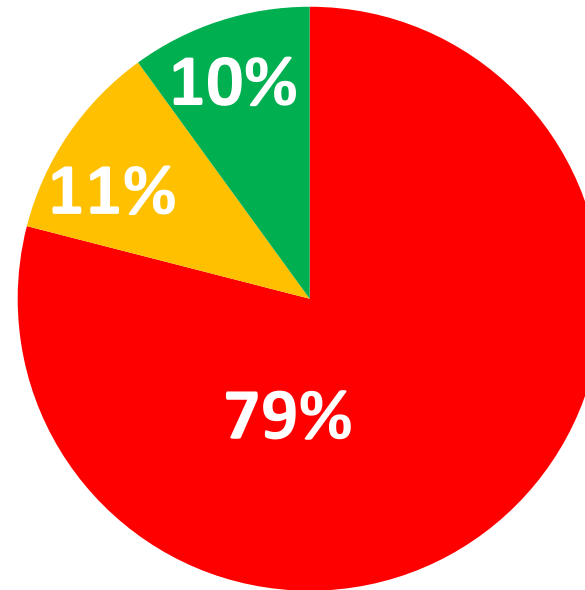


■ Politiques ■ Militaire ■ Société Civile

La gestion de tout pays se décide au niveau central (Gouvernement et Parlement) et se matérialise logiquement au niveau décentralisé par les administrations de proximité (Mairies, Conseils Départementaux). Ainsi, la Gestion du Gabon est à 74% sous le contrôle des politiques au niveau du Pouvoir central et à 84% au niveau décentralisé. La Société civile représentant 18% au niveau central et 03% au niveau décentralisé. Les Militaires représentants 15% au niveau central et 13% au niveau décentralisé.

Représentativité Gouvernance en Transition au Gabon

Gouvernement + Parlement + Collectivités Locales.



■ Politiques ■ Militaire ■ Société Civile

Ainsi, contrairement au schéma classique des Transitions, celle du Gabon est fortement dominée par les politiques et majoritairement ceux du système déchu (BONGO-PDG). Cette image ne contribue nullement à rassurer la population (victime de ses 50 ans de gestion du système). Une véritable rupture avec le système déchu surtout quand les membres de ce dernier ne sont pas judiciairement inquiétés mais par contre réintégrés dans les Organes de la Transition peine à être admise et contribue à la diminution de l'engouement du 30 août 2023 où le peuple croyait que plus jamais les politiciens prioritairement ceux du système BONGO-PDG ne sauraient au contrôle du pays.

ANALYSE 2

TRANSITION EN AFRIQUE

“Les *missions de la Transition* consacrées par la présente Charte sont notamment : *La refondation de l’Etat afin de bâtir des Institutions fortes, crédibles et légitimes garantissant un Etat de droit*, un processus démocratique transparent et inclusif, apaisé et durable, seules garanties pour un développement véritable du Gabon (...).” (alinéa 1, article 2 de la Charte de la Transition).

PRESENTATION PAYS EN TRANSITION EN AFRIQUE

6 pays en Afrique sont gérés par des régimes de Transition à la suite de coup d'Etat militaire à l'exception du Tchad, qui après le décès du Président, Maréchal Idriss DEBY ITNO a confié la gestion de l'Etat au Général Mahamat Idriss DEBY pour la continuité de l'Etat dans l'attente de la prochaine élection présidentielle. Le tableau suivant synthétise les différents Pouvoirs de Transition en Afrique.

Libellé	Date du Coup d'Etat	Nature du Coup d'Etat	Format Transition	Force dominante	Président Transition
Mali	18 août 2020 & 21 mai 2021	Coup d'Etat Militaire	Dissolution des organes de la République	Représentants sociaux	Colonel Assimi GOITA
Tchad	20 avril 2021	Vacances Pouvoir	Continuité de l'Etat	Ex Parti au Pouvoir	Général Mahamat Idriss DEBY
Guinée	05 septembre 2021	Coup d'Etat Militaire	Dissolution des organes de la République	Représentants sociaux	Colonel Mamadi NDOUMBOUYA
Burkina-Faso	23 janvier 2022 & 30 Septembre 2022	Coup d'Etat Militaire	Dissolution des organes de la République	Représentants sociaux	Capitaine Ibrahim TRAORE
Niger	26 juillet 2023	Coup d'Etat Militaire	Dissolution des organes de la République	Représentants sociaux	Général Abdourahamane TIANI
Gabon	30 août 2023	Coup d'Etat Militaire	Dissolution des organes de la République	Ex Parti au Pouvoir	Général Brice Clotaire OLIGUI NGUEMA

POUVOIR LEGISLATIF DES PAYS EN TRANSITION

À l'exception du Gabon qui a maintenu la dénomination Assemblée Nationale et SENAT en rajoutant Transition, tous les 5 autres pays en Transition ont dénommé leur Parlement d'exception, **Conseil National de Transition (CNT)** ou **Assemblée Législative de Transition (ALT)**. Aussi, les Parlements de Transition de 4 de ces 5 autres pays en Transition sont à plus de 70% dominés par les Représentants Sociaux (ceux n'étant ni politiques ou Militaires) contrairement au Gabon et au Tchad où les Parlements sont dominés par les Politiques et majoritairement ceux ayant servis l'ancien système d'une part et ayant siégés au dernier Parlement avant celui de la Transition d'autre part. Le tableau suivant l'illustre à suffisance.

Libellé	Parlement	Nombre de membres	Politiques	Forces Défenses & Sécurité	Représentants Sociaux
Mali	Monocaméral (CNT)	121 à 147	11 à 14 (10%)	22 à 23 (16%)	88 à 110(74%)
Tchad	Monocaméral (CNT)	93 à 197	137 (70%)	20 (10%)	40 (20%)
Guinée	Monocaméral (CNT)	81	15 (19%)	09 (11%)	57 (70%)
Burkina-Faso	Monocaméral (ALT)	71	12 (17%)	36 (51%)	23 (32%)
Niger	Monocaméral (ALT)	Données claires non obtenues			
Gabon	Bicaméral (SENAT & Ass. Nat de Transition)	168	126 (75%)	12 (07%)	30 (18%)

GOUVERNEMENT DES PAYS EN TRANSITION

Des 6 pays en Transition en Afrique, seuls les Gouvernement du Gabon et du Tchad demeurent majoritairement dominés par des visages bien connus, des membres de l'ex Majorité au Pouvoir avant la mise en place de la Transition. *Cependant, pour les pays en Transition comme le Mali, le Niger, la Guinée et le Burkina-Faso, ce sont des visages nouveaux, des Représentants sociaux (personnes n'étant ni politique ou Militaire) qui sont majoritaires.* Les Gouvernements des derniers pays cités sont essentiellement composés des techniciens, acteurs civiques engagés et citoyens de la Diaspora dépositaires d'un savoir reconnu. *Notons également que les postes clés comme au Mali ou au Burkina-Faso par exemple sont détenus par des proches des Présidents au Pouvoir ou certains membres direct de leurs familles, la Transition quelques soit le pays n'excluant pas de s'appuyer prioritairement sur les proches.*

Libellé	Nombre de membres	Ex Majorité au Pouvoir	Militaire	Ex Opposition au Pouvoir	Représentants Sociaux
Mali	25	00 (00%)	04 (16%)	04 (16%)	17 (68%)
Tchad	40	31 (77%)	03 (08%)	04 (10%)	02 (05%)
Guinée	27	05 (19%)	02 (07%)	07 (26%)	13 (48%)
Burkina-Faso	23		03 (13%)		20 (87%)
Niger	26	01 (04%)	02 (08%)	02 (08%)	21 (80%)
Gabon	26	14 (53%)	03 (12%)	03 (12%)	06 (23%)

GOUVERNANCE DES PAYS EN TRANSITION

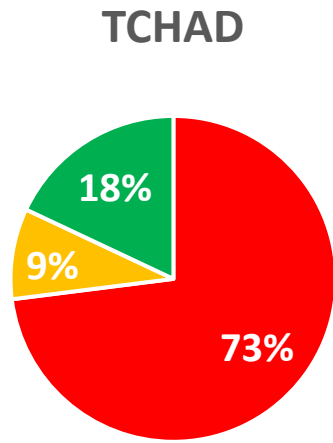
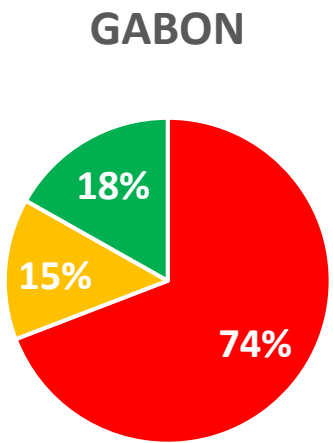
Organisation du Pouvoir central: Gouvernement + Parlement

Des 6 pays en Transition en Afrique, seules les Gouvernances du Gabon et du Tchad demeurent majoritairement dominées par les politiques (majoritairement de l'ancien système). Ainsi, ont peur en déduire que le Gabon peut être rangé dans la catégorie des Transitions « **Continuité Apparente** ». Les 4 autres pays en Transition en Afrique (Mali, Guinée, Burkina-Faso et Niger) ont une Gouvernance essentiellement gérée par de nouveaux visages issus principalement des Représentants Sociaux (personnes n'étant ni Politiques ou Militaires) pouvant être qualifiée de « **Rupture Apparente** ». Nous constaterons plus de pesanteurs, de conflits et de revendications chez ceux de la catégorie « Continuité Apparente » car la population ne souhaitant être solidaires au membres du parti ayant traumatisé leur existence.

Libellé	Nombre des membres	Politique	Militaire	Représentants Sociaux	Force dominante
Mali	172	18 (10%)	27 (16%)	127 (74%)	Société Civile
Tchad	237	172 (73%)	23 (09%)	42 (18%)	Politique
Guinée	108	27 (25%)	11 (10%)	70 (65%)	Société Civile
Burkina-Faso	94	12 (13%)	39 (41%)	43 (46%)	Société Civile
Niger	26	03 (12%)	03 (12%)	20 (76%)	Société Civile
Gabon	194	137 (71%)	15 (08%)	42 (21%)	Politique

GOUVERNANCE DES PAYS EN TRANSITION

Politique
de l'ancien système

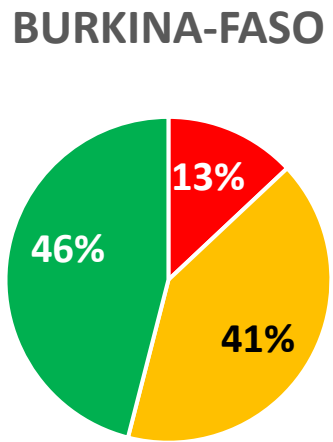
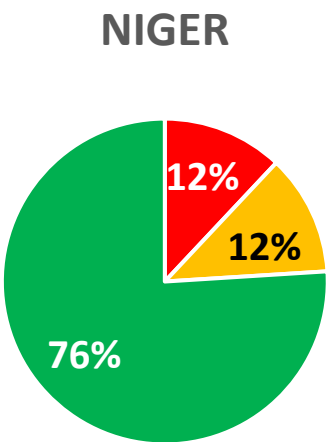
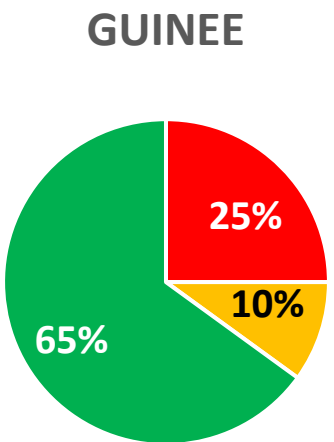
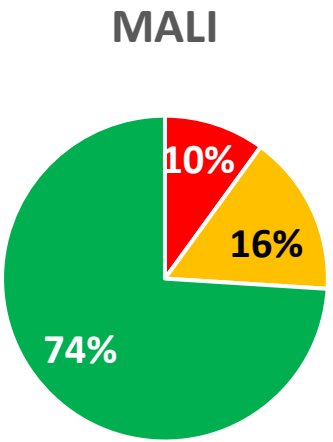


Continuité
apparente

Légende

- Politiques
- Militaires
- Société Civile

Société Civile



Rupture
apparente

Des 6 pays en Transition, le Gabon et le Tchad ont des organes de Transition composés principalement des Politiciens majoritairement issus de l'ancien se situeraient dans la zone de la **CONTUINITE APPARENTE** contrairement au Mali, Guinée, Niger et Burkina-Faso qui se situeraient dans la zone de **RUPTURE APPARENTE**. Nous devons œuvrer à ramener le Gabon dans la catégorie de **RUPTURE APPARENTE**.

GOUVERNANCE TRANSITION EN AFRIQUE

PERSPECTIVES

“Nous, membres des forces de défense et de sécurité de la République du Gabon, regroupés au sein du Comité pour la Transition et la Restauration des Institutions en abrégé CTRI *avec les forces vives de la Nation Gabonaise*”

Introduction Préambule de la Charte de la Transition.

CHANGER NOS MENTALITES

- ❑ Prendre un texte interdisant la promotion du Culte de la Personnalité en République Gabonaise;
- ❑ Prendre un texte interdisant les membres des Organes de la Transition à appeler à une candidature pour la future élection le Président de la Transition afin que ces membres se concentrent à œuvrer au succès de la Transition;
- ❑ Apprendre à distinguer les actes imputables au Président de la Transition et ceux relevant de la Responsabilité des autres organes afin de mettre chacun face à ses responsabilités;
- ❑ S'imprégner de la Charte de la Transition et de la Constitution du 26 mars 1991 pour mieux comprendre l'esprit de la Transition;
- ❑ Apprendre à raisonner non développer l'émotion basée sur l'insulte, l'invective et la diffamation envers les autorités;
- ❑ Seul l'Engagement pour le succès de la Transition et non celui de nos partis politiques, organisations, familles, lobbies, etc...doit guider nos actions;
- ❑ Sortir de l'éternelle reconnaissance à une nomination pour un langage de sincérité envers les autorités de nomination et ce pour garantir le succès de la Transition.



GOUVERNANCE 1/2

- ❑ **Recentrer la Transition sur son objet premier:** Restaurer les Institutions, régler les urgences socio-économiques avant d'amorcer les projets à long terme;
- ❑ **Mise en place du Secrétariat Permanent du CTRI:** le CTRI s'étant décomposé en plusieurs organes après le 04 septembre 2024 (voir article 34 de la Charte), il convient de **mettre en place un Secrétariat Permanent** composé d'un représentant de chacun de ses Organes en plus de d'une personne ressource prise pour le compte des communautés chrétiennes, musulmanes, traditionnalistes, civiques, syndicales et jeunesse pour aider à mieux coordonner les activités du CTRI dans une approche consensuelle et transparente;
- ❑ Modifier la Charte de la Transition pour notamment retirer les Fonctions de Président de la République afin de ne garder que celles de Président de la Transition plus conforme à l'esprit d'une transition et effectuer les autres modifications nécessaires;
- ❑ Œuvrer à publier dans les délais requis toutes les informations officielles au niveau du Journal Officiel (lois, ordonnances, décret, etc...);
- ❑ **Accélérer la mise en œuvre des projets:** les organes de la Transition étant majoritairement gérés par ceux ayant expérimentés et ayant appartenus au système déchu, on ne saurait évoquer la raison du temps d'apprentissage par conséquent.



GOUVERNANCE 2/2

- ❑ **Délégations Spéciales:** Prendre un texte portant interdiction aux Délégués Spéciaux de se présenter comme candidat au Bureau du Conseil Local (Mairie ou Département) de la circonscription au sein de laquelle il a été Délégué Spécial. Cela aura pour avantage d'éviter que les Délégués Spéciaux passent plus de temps à préparer leurs futures élections qu'à travailler pour la circonscription. Ainsi, ces Délégués Spéciaux pourront être candidat aux locales, mais ne pourront pas prétendre à devenir Maire au sein de la Mairie ou du Département où ils ont occupé les fonctions de Délégués Spéciaux.
- ❑ **Parlementaires de la Transition:** 168 Parlementaires (Députés et Sénateurs) pour 143 circonscriptions, responsabiliser chaque Parlementaire sur une des circonscriptions en envoyant dans les circonscriptions les plus éloignées et difficiles d'accès, les Parlementaires du système déchu afin qu'ils puissent apprécier le fruit de leur travail. Cette approche vise à permettre aux Parlementaires d'avoir un caractère Républicain en Transition, rendre compte aux populations, recueillir leurs avis et de les remonter à qui de droit. Interdire ainsi à chaque Parlementaire affecté, d'être candidat dans la circonscription où il a été affecté.



QUELQUES GÉNÉRALITÉS

- ❑ **Lever le couvre feu:** tous les organes ayant été mis en place, lesquels sont majoritairement dominés par ceux du Pouvoir déchu ayant géré le territoire ces derniers 50 ans, toutes les conditions de sécurité sont de ce fait réunies. Le risque sécuritaire aurait pu être jugé plus grand si les organes étaient dirigés par ceux étrangers au système déchu car on aurait crains un risque de déstabilisation par ceux du système déchu;
- ❑ **Processus Electoral:** Diligenter une enquête sur l'organisation des élections au Gabon de 1991 à nos jours. Ce travail d'enquête aidera à mieux encadrer les réflexions du futur Dialogue National et surtout répartir les responsabilités. *Aussi, dans l'immédiat, les auteurs et complices des résultats tronqués des élections 2023 doivent être arrêtés pour cet acte de trahison;*
- ❑ **Dialogue National:** Mettre en place le Comité d'Organisation du Dialogue National présidé par l'Archevêque de Libreville et mettre les moyens à ce Comité pour travailler. **L'Exécutif ne pouvant être juge et parti doit laisser dès maintenant l'Archevêque et l'équipe du Comité conduire les préparatifs et l'organisation** du futur *Dialogue National Souverain* et *non Dialogue des politiciens;*
- ❑ **Commission Justice, Vérité et Réconciliation:** une enquête sérieuse ne pouvant être menée en moins de 5 ans sur des faits aussi graves, il serait convenable de renvoyer l'ouverture de cette commission au futur Président de la République élu.

AIDER AU SUCCÈS DE LA TRANSITION

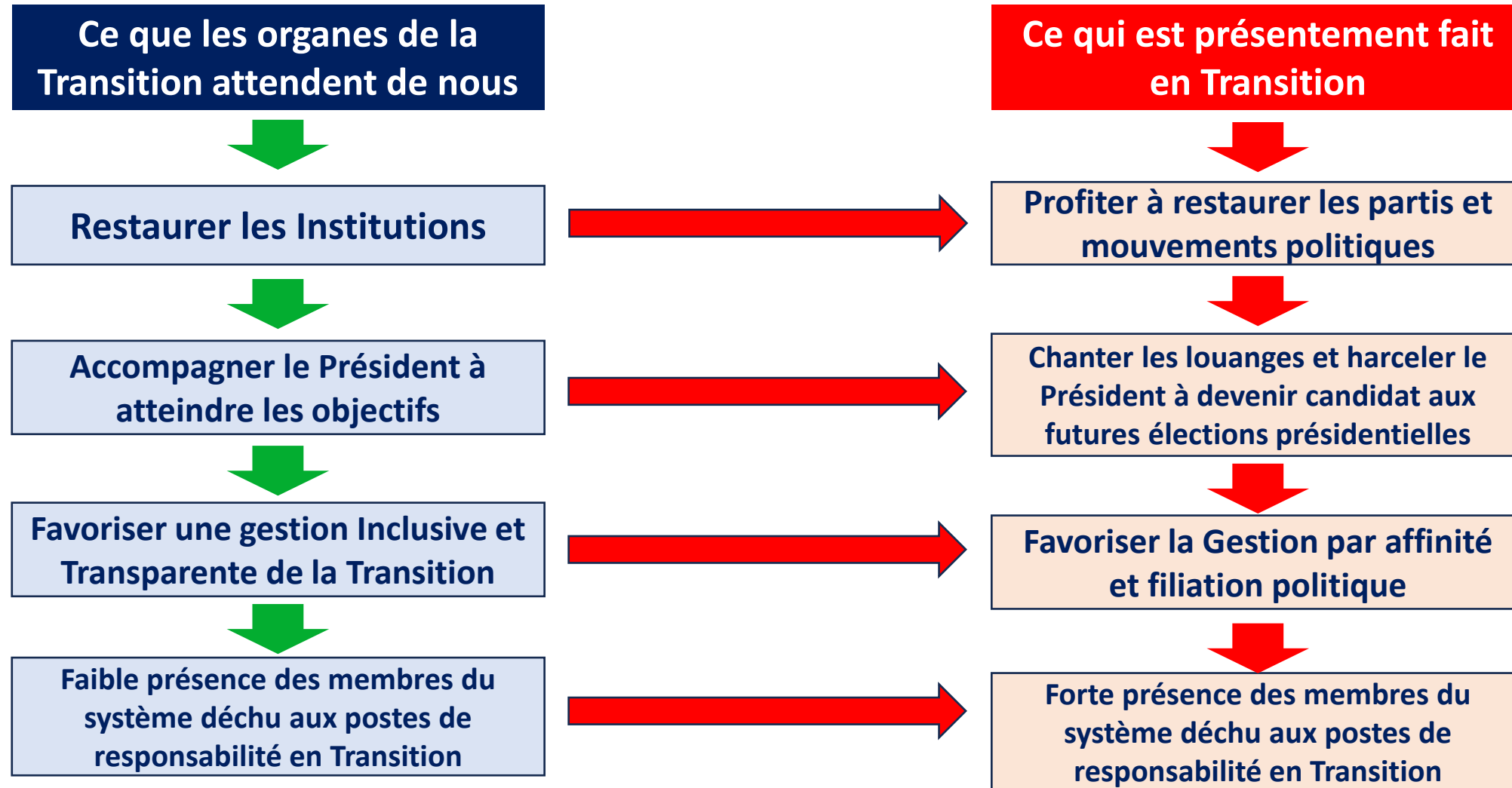
- ❑ Relancer avec force le Service Juridique du COPIL CITOYEN pour contester toutes les décisions non conformes à l'esprit de la Charte de la Transition;
- ❑ Renforcer les capacités des acteurs de la Société Civile singulièrement du COPIL CITOYEN sur l'ensemble du territoire pour mieux défendre l'esprit d'une BONNE TRANSITION et combattre tout esprit souhaitant profiter d'un positionnement au sein des Organes de la transition pour l'éloigner de son objectif prioritaire;
- ❑ **Former les citoyens sur le contrôle citoyen de l'action publique (Capacité des citoyens à s'organiser en groupe pour suivre l'exécution des projets et du budget alloué à leur secteur ou circonscription)** afin que chaque gabonais soit outillé à suivre l'évolution des engagements de la Transition, à attaquer légalement en cas de besoin et à proposer les amendements nécessaires;
- ❑ Multiplier les campagnes citoyennes de sensibilisations sur la Transition dans les villes, quartiers et villages sur la nécessité de la préserver.



PERSPECTIVES

CONCLUSION

- ❑ Recentrer notre Transition autour de son objet premier: Restaurer nos Institutions pour éviter à nouveau « *Les crises politiques et sociales, les détournements de fonds publics qui ont affligé la République du Gabon avant et après le changement de la Constitution, de la loi électorale et des résultats tronqués de l'élection présidentielle de 2023* ».
- ❑ *Aucun gabonais ne doit être exclu de l'effort de restaurer nos Institutions tout en veillant à ce que ceux ayant participé à plonger notre pays dans cet état ne soient pas majoritaires en période de Transition;*
- ❑ Ne pas oublier d'où nous revenons (plus de 50 ans de prédatons multiformes du système BONGO-PDG) **œuvrer à soutenir UNE BONNE TRANSITION pour éviter de retomber dans les travers du même système avec seulement un changement d'acteurs;**
- ❑ Continuer à combattre tant en interne qu'en externe des Organes de la Transition, le système BONGO-PDG qui renait et s'enracine à nouveau 6 mois seulement après que ce système ait été déchu par un coup d'Etat qualifié encore de « Coup de Libération » ou « Coup de Salut »;
- ❑ Continuer à interpeller et alerter dans le respect des textes les autorités de Transition pour éviter de donner des arguments aux « perfides trompeurs » qui œuvrent par leurs actions, leurs appétits démesurés à maintenir la Transition dans l'inertie de l'éloigner de ses véritables objectifs;
- ❑ Soutenir en actions et en prières la Transition au Gabon pour «UN VERITABLE ESSOR VERS NOTRE FELICITE ».
- ❑ **Laisser le Dialogue National Souverain être dirigé par des acteurs majoritairement indépendants afin de corriger ce qui doit l'être dans l'optique de rétablir la PARFAITE CONFIANCE CTRI-POPULATION.**



CONCLUSION 2/4

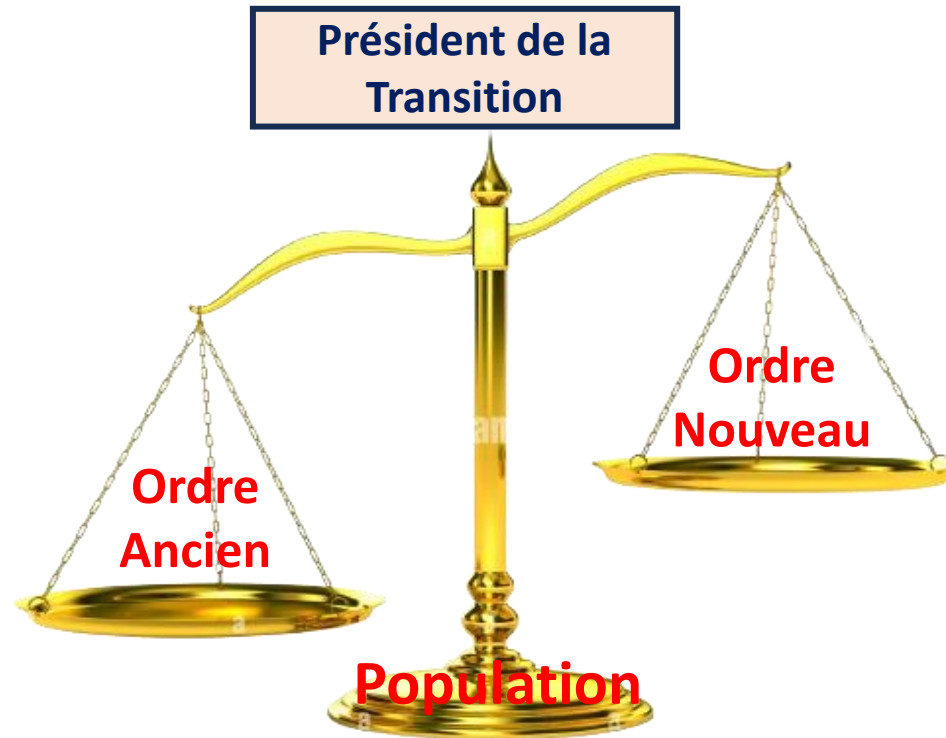
Libellé	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Restauration des situations administratives										
Restauration de la Justice sociale										
Restauration des projets de développement										
Restauration des Droits Humains										
Restauration Liberté d'expression										
Restauration des membres système déchu										
Restauration d'une Gouvernance inclusive										
Restauration de nos Institutions										
Restauration de l'équilibre des Pouvoirs										
Restauration Confiance Population-Gouvernant										

Transition plus orientée projet de développement que Restauration des Institutions. On doit recentrer la Transition sur son objet premier: Restaurer les Institutions.

CONCLUSION 3/4

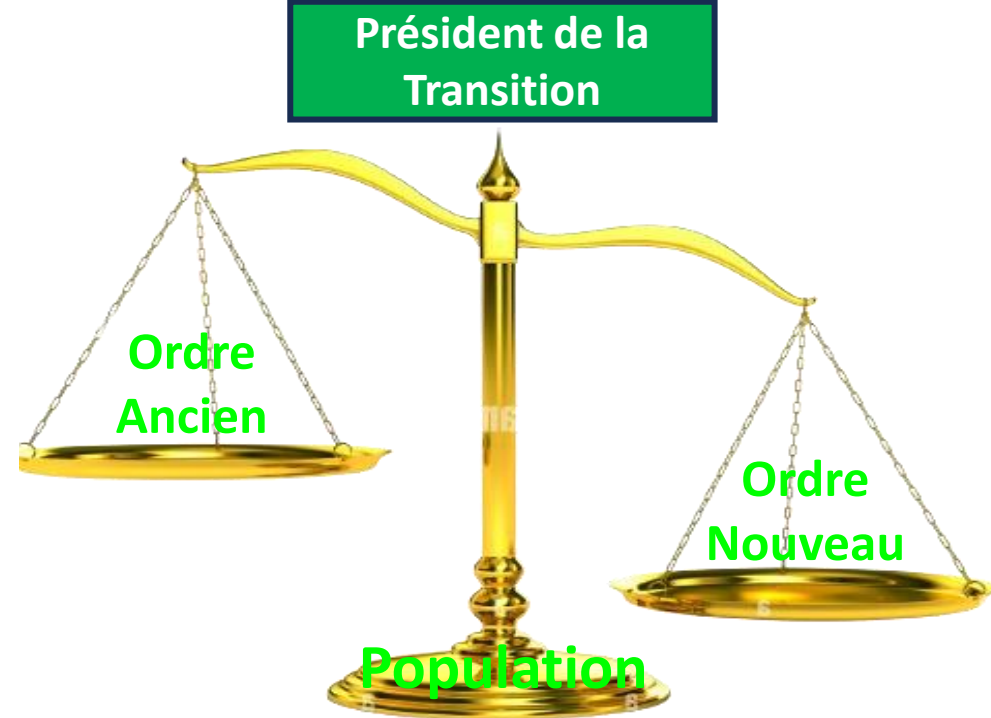
Transition actuelle

Dominée par les membres du système déchu



Transition souhaitée

Dominée par ceux n'étant pas du système déchu



Œuvrons à inverser la tendance et non à aller dans le sens de l'Ordre Ancien qui vise à détruire *la vis d'ajustement* (le Président de la Transition). Le départ des BONGOs était juste le vent de la Transition, faire tomber le système PDG et ses ramifications demeure la condition pour VIVRE LA TRANSITION. En effet, les ennemis de la Transition demeurent actifs, multipliant en interne et en externe des actes visant à jeter du discrédit sur la Transition. *Ne nous laissons pas influencé par eux mais demeurons vigilants sans faiblesse et sans haine.*

CONCLUSION 4/4

Merçi